

## COMMUNIQUE

### Le Front de Gauche 65 soutient les salariés de l'usine Carbone-Savoie à Lannemezan

Les salariés de Carbone Savoie de Lannemezan et leurs syndicats, dont la CGT, **sont en lutte, pour refuser la fermeture de leur usine et éviter un transfert de leurs activités**, vers Notre Dame de Briançon et de Venissieux, les 2 autres sites de la société, dépendants, aussi, du groupe "Rio Tinto".

**Les salariés s'élèvent** contre la suppression de 60 postes **et ripostent** pour mettre en échec la dictature des actionnaires.

Sam Walsh, le chef de direction du groupe Rio-Tinto a osé écrire aux salariés:

«Nous avons dégagé un bénéfice sous-jacent de 10,2 milliards de dollars US, soit une hausse de 10% par rapport à 2012»

Au regard de ces chiffres et la fermeture de l'usine annoncée, pour des perspectives moindres, en 2014, c'est insupportable et **c'est bien d'un licenciement boursier dont il est question à l'usine Carbone Savoie de Lannemezan!**

**Le Front de Gauche 65 soutient les salariés** et dénoncent une politique qui permet de détruire le tissu industriel et les emplois favorisant l'appétit effréné des actionnaires et la voracité des marchés financiers.

**Une loi, pour interdire les licenciements boursiers a été proposée à l'Assemblée nationale** le 16 mai 2013 en même temps que la loi d'amnistie pour les salariés **par notre groupe Front de Gauche**, mais elle a été rejetée, par la majorité parlementaire et par la droite.

**Cette loi prend tout son sens, aujourd'hui à Lannemezan** et ailleurs dans le pays où plus de 1000 emplois disparaissent chaque jour.

**Une urgence s'impose et elle est défendue par le Front de Gauche 65:** l'intérêt général doit prévaloir sur celui des seuls actionnaires.

A ce jour, la situation de Lannemezan ne s'améliore pas, son déclin s'accélère, la Direction de Carbone Savoie veut aller vite.

Sous couvert de la loi, dite de «**sécurité de l'emploi**» **déoulant de l'A.N.I** (Accord national interprofessionnel ) machine infernale votée sous le gouvernement Hollande, permettant de liquider les salariés et leurs droits, au moindre coût pour l'employeur, cette direction **va convoquer dès l'annonce de la fermeture**, les organisations syndicales **pour négocier au plus vite le PSE** (plan licenciement économique collectif ) afin de faire taire rapidement, la contestation qui ne cesse de grandir, sur ce plan de casse industrielle.

Attachés au mouvement social, **à la défense des salariés** et au projet de transformation de la société qui est plus que jamais nécessaire, pour les générations futures, **le Front de Gauche 65** demande que toutes les pistes soient étudiées **pour maintenir l'activité** et seront exigeants devant les choix du patronat.

Front de Gauche 65